

LES RESSOURCES YORBEAU INC.
(“Yorbeau” ou la “Société”)

Rapport de gestion
pour la période terminée le 31 mars 2016

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 11 mai 2016 et devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du premier trimestre de 2016 de la Société et les notes y afférentes, ainsi qu’avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes de l’exercice clos le 31 décembre 2015 et le rapport de gestion annuel connexe. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du premier trimestre de 2016 de la Société et les notes y afférentes ont été préparés selon les Normes internationales d’information financière (les « IFRS ») et la Norme comptable internationale 34, Information financière intermédiaire (l’« IAS 34 »), publiée par l’International Accounting Standards Board (l’« IASB ») et selon les méthodes comptables décrites ci-après.

Certains énoncés contenus dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs. Ces énoncés comportent des risques, des incertitudes et d’autres facteurs connus et inconnus qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux qui avaient été envisagés dans les énoncés prospectifs. La Société est d’avis que les prévisions reflétées dans ces énoncés prospectifs sont fondées sur des hypothèses raisonnables mais rien ne garantit que ces prévisions s’avèreront exactes.

Général

Au cours de la période terminée le 31 mars 2016, la Société a commencé son programme d’exploration 2016 estimé à 1,55 million \$. Le programme comprendra un total de 4 490 mètres de forage au diamant sur la propriété Scott Lake, ce qui permettra sept nouvelles intersections sur la lentille Gap nouvellement découverte. Le programme d’exploration 2016 comprendra également un levé géophysique sur l’horizon cible principal de la propriété Beschefer et la préparation d’une proposition d’un programme d’exploration sur celle-ci.

Un objectif important pour 2016 est de trouver un partenaire approprié pour développer la propriété Rouyn puisque ce projet est relativement avancé et a atteint un stade où des investissements significatifs dans du forage en profondeur sont requis pour tester les cibles profondes dans la moitié ouest de la propriété. Un autre objectif pour 2016 est d’obtenir suffisamment de données de forage pour commencer une estimation révisée des ressources à la propriété Scott Lake.

Les résultats du forage effectué sur la propriété Scott Lake depuis le 1^{er} janvier 2016, lesquels incluent 6,4 mètres titrant 17,4 % de zinc et 7,5 mètres titrant 14,3 % de zinc, sont très encourageants. La présence de deux zones distinctes de sulfures massifs dans la lentille Gap est une tendance qui est observée dans la plupart des forages qui ont intercepté la lentille Gap jusqu’à présent. Des forages additionnels serviront à confirmer s’il y a une continuité suffisante dans les deux zones distinctes pour les inclure toutes les deux dans l’estimation révisée des ressources.

La Société continue son évaluation des autres propriétés acquises en 2015 de Ressources Cogitore Inc. (« Cogitore ») ainsi que des propriétés acquises en vertu de la fusion avec Mines Cancor Inc. (« Cancor ») afin d’optimiser ses activités d’exploration futures.

Au cours de la période, la Société a complété un placement privé de 7 142 859 unités au prix de 0,07 \$ l’unité pour un produit brut de 500 000 \$. Chaque unité (une « unité ») est composée d’une action ordinaire de la Société et d’un demi-bon de souscription visant l’achat d’une action ordinaire. Chaque bon de souscription entier permet à son porteur d’acheter une action ordinaire au prix de 0,10 \$ pour une période de deux ans suivant la clôture. La Société a également complété un placement privé de 5 952 381 actions accréditatives au prix de 0,105 \$ l’action pour un produit brut de 625 000 \$.

Après la fin de la période, la Société a complété des clôtures additionnelles en vertu de son placement privé d'unités aux termes desquelles 5 000 000 d'unités additionnelles ont été émises au prix de 0,07 \$ l'unité pour un produit brut de 350 000 \$. La Société a également complété une clôture additionnelle en vertu de son placement privé accreditif aux termes de laquelle elle a émis 1 666 667 actions accreditives au prix de 0,105 \$ l'action pour un produit brut de 175 000 \$.

Résultats des activités

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2016, la Société a réalisé une perte de 41 119 \$ comparativement à une perte de 165 030 \$ pour la période correspondante de l'année précédente. Ceci représente une perte de 0,01 \$ par action. Les revenus pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2016 ont totalisé 160 230 \$ (incluant un élément hors trésorerie de 144 730 \$) comparativement à 93 939 \$ pour la période terminée le 31 mars 2015 (incluant un élément hors trésorerie de 72 917 \$). Les charges pour la période se sont élevées à 201 349 \$ (incluant des paiements hors trésorerie fondés sur des actions de 11 359 \$) comparativement à 258 969 \$ (incluant des paiements hors trésorerie fondés sur des actions de 28 609 \$) pour la période se terminant le 31 mars 2015. Les charges administratives pour la période ont diminué de 38 623 \$ comparativement à la période correspondante de l'année précédente principalement en raison d'une diminution des honoraires professionnels. Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2016, la Société a encouru un total de 594 029 \$ en travaux d'exploration comparativement à 402 546 \$ pour la période correspondante de l'année précédente, dont la majorité ont été dépensés sur la propriété Scott Lake.

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente de l'information financière trimestrielle choisie pour chacun des huit plus récents trimestres complétés :

| <u>Trimestre terminé le</u> | <u>Revenus</u> | <u>Perte nette</u> | <u>Perte nette par action, de base et diluée</u> |
|---------------------------------|----------------|--------------------|--|
| 31 mars 2016 | 160 230 \$ | (41 119) \$ | (0,01) \$ |
| 31 décembre 2015 | 123 546 \$ | (100 771) \$ | (0,01) \$ |
| 30 septembre 2015 | 97 542 \$ | (125 742) \$ | (0,01) \$ |
| 30 juin 2015 | 111 504 \$ | (209 867) \$ | (0,01) \$ |
| 31 mars 2015 | 93 939 \$ | (165 030) \$ | (0,01) \$ |
| 31 décembre 2014 | 16 880 \$ | (228 694) \$ | (0,01) \$ |
| 30 septembre 2014 | 18 184 \$ | (361 672) \$ | (0,01) \$ |
| 30 juin 2014 | 41 852 \$ | (603 716) \$ | (0,01) \$ |

Liquidité

La Société finance ses activités principalement par la vente de ses actions. La Société considère également d'autres alternatives de financement, tel que du financement par entreprise en coparticipation et/ou par la vente de redevances. Tel que décrit sous la rubrique « Général », au cours de la période, la Société a complété deux placements privés aux termes desquels elle a émis 7 142 859 unités au prix de 0,07 \$ l'unité pour un produit brut de 500 000 \$ et 5 952 381 actions accreditives au prix de 0,105 \$ l'action pour un produit brut de 625 000 \$.

Au 31 mars 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société totalisaient 587 761 \$ comparativement à 341 774 \$ au 31 décembre 2015. Le fonds de roulement au 31 mars 2016 était de 57 550 \$ comparativement à (196 970) \$ au 31 décembre 2015. L'augmentation du fonds de roulement résulte des placements privés de la Société décrits ci-haut.

La direction prévoit que le fonds de roulement disponible de la Société sera insuffisant pour financer les dépenses corporatives et d'exploration 2016 de la Société. Par conséquent, la Société a l'intention d'obtenir du financement supplémentaire au cours du deuxième ou troisième trimestre de 2016.

Ressources en capital

La Société s'est engagée à effectuer des travaux de prospection et d'exploration admissibles pour un montant de 625 000 \$ d'ici le 31 décembre 2017 en lien avec les financements accreditifs réalisés en 2016. Au 31 mars 2016, la Société n'avait pas encore engagé ces dépenses admissibles. La Société s'est également engagée à effectuer des travaux de prospection et d'exploration admissibles pour un montant de 1 150 000 \$ d'ici le 31 décembre 2016 en lien avec les financements accreditifs réalisés en 2015. Au 31 mars 2016, la Société avait engagé 1 150 000 \$ de ces dépenses admissibles.

Il n'y a pas de garantie que les fonds dépensés par la Société seront admissibles comme frais d'exploration canadiens même si la Société s'est engagée à prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet. Le refus de certaines dépenses par les autorités fiscales pourrait avoir des conséquences fiscales négatives pour les investisseurs. Dans un tel cas, la Société indemnisera chaque souscripteur d'actions accreditives pour les impôts supplémentaires à payer par le souscripteur à la suite de l'échec de la Société à renoncer aux dépenses admissibles comme convenu.

Au 31 mars 2016, la Société avait déposé auprès du Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et de la Commission de protection du territoire agricole des montants de 91 760 \$ et 24 000 \$ respectivement à titre d'exécution partielle de ses obligations de garanties financières requises pour les coûts de restauration des sites Astoria et Augmitto. La Société estime que le montant total des coûts de restauration pour ces sites, tel qu'exigés par les autorités gouvernementales précitées, sera d'approximativement 592 000 \$ et 24 000 \$ respectivement. La Société est présentement en discussion avec les autorités gouvernementales pour l'approbation du plus récent plan de fermeture de ces sites miniers et du montant des coûts de restauration qui y est prévu. La Société est de plus en attente d'une réponse des autorités concernant le montant et la forme des garanties supplémentaires pouvant être requises.

Estimations comptables critiques

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Des informations concernant les jugements critiques réalisés lors de l'application des méthodes comptables qui ont l'effet le plus important sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont fournies dans la note 4 des états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 et concernent la détermination des coûts capitalisables en tant qu'actifs de prospection et d'évaluation relativement à l'acquisition des actifs de Cancor et de Cogitore ainsi que la comptabilisation et l'évaluation des crédits de droits miniers remboursables.

Les jugements critiques posés lors de l'évaluation des méthodes comptables adoptées sont liés à la comptabilisation de la transaction avec Cogitore qui a été enregistrée comme une acquisition d'actifs étant donné que ces actifs acquis ne correspondent pas à la définition d'un regroupement d'entreprises selon l'IFRS 3, *Regroupement d'entreprises*.

Des hypothèses et des incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif au cours du prochain exercice financier sont constatées relativement à ce qui suit:

- Recouvrabilité des propriétés minières et des actifs de prospection et d'évaluation;
- Évaluation des crédits d'impôt relatifs à des ressources et des crédits de droits miniers remboursables;
- Évaluation de la provision pour remise en état du site;
- Recouvrabilité des actifs d'impôt différé;
- Évaluation de la juste valeur du passif lié aux actions accréditives.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans l'exercice au cours duquel les estimations sont révisées ainsi que dans les exercices futurs touchés par ces révisions.

Nouvelles normes comptables et modifications adoptées

Les modifications suivantes ont été appliquées dans la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du premier trimestre 2016 et n'ont pas eu une incidence significative sur les états financiers:

Modifications de l'IAS 1

Le 18 décembre 2014, l'IASB a publié des modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son initiative majeure visant à améliorer la présentation et les informations à fournir dans les rapports financiers (l'« Initiative concernant les informations à fournir »). Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. Leur adoption anticipée est permise.

Ces modifications n'entraînent pas de changements importants par rapport à la pratique actuelle, mais elles devraient faciliter une présentation améliorée des informations à fournir dans les états financiers consolidés.

Normes comptables futures

Les nouvelles normes suivantes ont été publiées mais n'ont pas encore été appliquées par la Société:

IFRS 9, *Instruments financiers*

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la version complète de l'IFRS 9, dite IFRS 9 (2014).

La date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 vise les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'IFRS 9 doit être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. L'adoption anticipée est permise. Le retraitement des périodes antérieures n'est pas exigé et est permis uniquement si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances *a posteriori*.

L'IFRS 9 (2014) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2014), les actifs financiers sont classés et évalués au coût amorti en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels.

La norme instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers.

Elle modifie également le modèle de dépréciation en présentant un nouveau modèle des « pertes sur créances attendues » pour le calcul de la dépréciation.

L'IFRS 9 (2014) comprend aussi de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture. Toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture.

Des dispositions transitoires particulières ont été établies aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2014) dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de la norme n'a pas encore été déterminée.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. La nouvelle norme s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018. L'application anticipée est permise.

L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, l'IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, l'IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients* et la SIC-31, *Produits des activités ordinaires – opérations de troc impliquant des services de publicité*.

La norme prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/(ou) sur le moment de leur comptabilisation.

La nouvelle norme s'applique aux contrats avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 15 dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme n'a pas encore été déterminée.

IFRS 16, *Contrats de location*

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée est permise pour les entités qui adoptent également l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la date de l'adoption initiale de l'IFRS 16 ou qui l'ont adoptée avant cette date. L'IFRS 16 remplacera l'IAS 17, *Contrats de location*.

Cette norme instaure un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige ce dernier à comptabiliser les actifs et les passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois, à moins que la valeur de l'actif sous-jacent soit faible. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et un passif lié au contrat de location qui représente son obligation d'effectuer des paiements locatifs.

Cette norme reprend en substance les exigences de comptabilisation pour le bailleur qui sont énoncées dans l'IAS 17, tout en exigeant de ce dernier qu'il présente des informations plus exhaustives.

D'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location ont été touchés, y compris la définition d'un contrat de location. Des dispositions transitoires ont également été prévues.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 16 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2019. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme n'a pas encore été déterminée.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société ne sont pas efficaces car ils comportent une faiblesse importante, laquelle est attribuable à une séparation inadéquate des fonctions relatives, d'une part, à l'autorisation, à l'enregistrement, à l'examen et au rapprochement des opérations de vente et d'achat et, d'autre part, à l'enregistrement des encaissements et au rapprochement des comptes bancaires. Cette faiblesse importante pourrait donner lieu à des inexactitudes importantes dans les états financiers de la Société et est également considérée comme une faiblesse importante du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société. La direction a conclu et le conseil d'administration a approuvé que, compte tenu de la taille actuelle de la Société, de son stade de développement actuel et de l'intérêt actuel des actionnaires, la Société n'a pas les ressources nécessaires à l'embauche de personnel additionnel pour corriger cette lacune.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances de la Société ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, un contrôle interne à l'égard de l'information financière pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS. Ledit contrôle interne de l'information financière n'est pas efficace car il comporte les faiblesses importantes suivantes :

- il y a une séparation inadéquate des fonctions relatives tel que mentionné à la rubrique « Contrôles et procédures de communication de l'information »;
- il n'y a pas de processus formel pour identifier une perte de valeur des actifs à long terme; et
- il n'y a pas de processus formel pour évaluer la provision pour la restauration de sites.

La direction a conclu et le conseil d'administration a approuvé que, compte tenu de la taille actuelle de la Société, de son stade de développement actuel et de l'intérêt actuel des actionnaires, la Société n'a pas les ressources nécessaires à l'embauche de personnel additionnel pour corriger la lacune résultant de la séparation inadéquate des fonctions.

La direction a fréquemment des discussions avec des tierces parties concernant ses propriétés minières et quant à la possibilité de former des entreprises en coparticipation et de conclure d'autres transactions. Par conséquent, malgré l'absence d'un processus formel pour identifier une perte de valeur des actifs à long terme, la direction est d'avis qu'une inexactitude importante dans l'évaluation est peu probable en raison de l'information obtenue lors des discussions avec des partenaires potentiels de l'industrie.

Quant à l'absence d'un processus formel d'évaluation de la provision pour la restauration de sites, la direction est d'avis qu'une inexactitude importante est peu probable puisque seulement deux propriétés de la Société sont assujetties à des travaux de restauration et qu'une évaluation de la provision pour la restauration des sites de ces deux propriétés est présentement en cours.

Il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société survenu pendant la période commençant le 1^{er} janvier 2016 et se terminant le 31 mars 2016 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qui aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Divulgence d'informations de nature technique et scientifique

La personne qualifiée en vertu du Règlement 43-101 qui révise et approuve l'information de nature technique et scientifique divulguée dans les communiqués de presse et les autres documents d'information continue de la Société est Gérald Riverin, Ph D., P. Géo.

Transactions avec des parties liées

David Crevier, le président du conseil et chef de la direction et un administrateur de la Société, est un associé de Colby Monet s.e.n.c.r.l., un cabinet d'avocats qui a fourni des services juridiques à la Société d'un montant de 46 890 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2016.

Au cours de la même période, une somme de 12 500 \$ a été versée à titre de redevance à Société Minière Alta Inc., une société dont G. Bodnar jr, un administrateur de la Société, est le seul actionnaire.

Information sur les actions en cours

Le capital autorisé de la Société consiste d'un nombre illimité d'actions ordinaires de catégorie A dont 263 440 266 étaient émises et en cours au 11 mai 2016. À cette date, la Société avait également des options en cours visant l'achat d'un total de 9 225 000 actions à des prix variant de 0,18 \$ à 0,27 \$ l'action et des bons de souscription visant l'achat d'un total de 6 946 427 actions à des prix variant de 0,08 \$ à 0,10 \$ l'action.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels à l'égard de la Société sont disponibles sur SEDAR au www.sedar.com.